



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

---

#### MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE TRAVAUX DU CENTRE TECHNIQUE DE LA COMMUNE DE ACOUA

---

Date et heure limites de réception des offres :

**Mercredi 10 janvier 2025 à 08 :00 (Heure de Mayotte)**

**Visite du site OBLIGATOIRE**

#### VILLE DE ACOUA

RUE JULES FERRY

97630 ACOUA

[Mairie.acoua@orange.fr](mailto:Mairie.acoua@orange.fr)

0269 62 18 81

## SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| 1 - Objet et étendue de la consultation .....                    | 3  |
| 1.1 - Objet.....   | 3  |
| 1.2 - Mode de passation .....                                    | 3  |
| 1.3 - Type et forme de contrat .....                             | 3  |
| 1.4 - Décomposition de la consultation .....                     | 3  |
| 1.5 - Nomenclature.....  | 3  |
| 2 - Conditions de la consultation.....                           | 4  |
| 2.1 - Visite des lieux .....                                     | 4  |
| 2.2 - Délai de validité des offres .....                         | 4  |
| 2.3 - Forme juridique du groupement .....                        | 4  |
| 2.4 - Variantes .....  | 4  |
| 2.5 - Développement durable .....                                | 4  |
| 3 - Les intervenants.....  | 4  |
| 3.1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier ..... | 4  |
| 3.2 - Contrôle technique .....                                   | 4  |
| 3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....  | 4  |
| 4 - Conditions relatives au contrat .....                        | 4  |
| 4.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement ..... | 5  |
| 4.2 - Confidentialité et mesures de sécurité .....               | 5  |
| 5 - Contenu du dossier de consultation .....                     | 6  |
| 6 - Présentation des candidatures et des offres .....            | 6  |
| 6.1 - Documents à produire .....                                 | 6  |
| 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....                | 8  |
| 7.1 - Transmission électronique .....                            | 8  |
| 7.2 - Transmission sous support papier .....                     | 9  |
| 8 - Examen des candidatures et des offres .....                  | 10 |
| 8.1 - Sélection des candidatures .....                           | 10 |
| 8.2 - Attribution des marchés.....                               | 10 |
| 8.3 - Suite à donner à la consultation .....                     | 10 |
| 9 - Récompenses .....  | 11 |
| 10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....        | 11 |
| 10.2 - Procédures de recours .....                               | 11 |

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :  
MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DU CENTREE TECHNIQUE DE ACOUA

Lieu(x) d'exécution :  
VILLAGE DE MTSAGADOUA COMMUNE DE ACOUA

97630 ACOUA

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 1 lot(s) :

| Lot(s) | Désignation   |
|--------|---|
| 01     | MAITRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE TECHNIQUE DE ACOUA |

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

| Code principal | Description   | Code suppl. 1 | Code suppl. 2 | Code suppl. 3 |
|----------------|---|---------------|---------------|---------------|
| 71000000-8     | Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection |               |               |               |
| 79311000-7     | Services d'études   |               |               |               |
| 71241000-9     | Études de faisabilité, service de conseil, analyse  |               |               |               |

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Visite des lieux

Il est indispensable de visiter les lieux afin de postuler à cette mission. Les candidats sont en effet informés qu'une visite des lieux aura lieu chaque semaine, du jeudi 12 décembre 2024 au mardi 07 janvier 2024. La fréquence des visites sera de deux jours par semaine, le mardi après-midi de 14h00 à 15h00 et le jeudi de 08h00 à 09h30.

À l'issue de la visite, le candidat recevra une attestation de visite des lieux, signé par le représentant de la mairie, qu'il devra inclure dans le dossier de candidature.

M. HAMIDOU Anassi, responsable des opérations et des travaux neufs de la commune d'Acoua, sera la personne chargée de la visite.

Anassi Hamidou  
Chargé d'opération – Travaux neufs  
Mairie d'Acoua – 10 rue Jules FERRY  
97630 ACOUA  
Courriel : [anassi.hamidou@mairiedeacoua.fr](mailto:anassi.hamidou@mairiedeacoua.fr)  
Tél : 0639 72 20 02 - 0296 62 18 81

### 2.2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

Dans le cas où la date limite de validité des offres arrive à échéance avant l'attribution du marché, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander aux soumissionnaires de confirmer leurs offres dans un délai qu'il fixera dans le courrier. En l'absence de réponse contraire d'un soumissionnaire dans le délai indiqué, la confirmation est considérée comme acquise.

### 2.3 - Forme juridique du groupement

Le maître d'ouvrage ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. En cas de groupement conjoint le mandataire devra être solidaire.

### 2.4 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

### 2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

## 3 - Les intervenants

### 3.1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

### 3.2 - Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

### 3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Aucune coordination sécurité et protection de la santé, ni aucun plan de prévention ne sont prévus pour cette opération.

## 4 - Conditions relatives au contrat

#### **4.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) [du marché](#) seront payées dans un délai global de [30 jours](#) à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au [CCP](#), ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

#### **4.2 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du [Cahier des clauses particulières](#) qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces

Obligations de confidentialité et de sécurité.

## 5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Les actes d'engagement (AE) et ses annexes
- Le règlement de la consultation (RC)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Les décompositions du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le programme de l'opération et ses annexes

Conformément à l'article R.2132-2 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr>.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

En cas de retrait du dossier de consultation en mode anonyme, il est recommandé aux candidats de revenir sur le portail internet au minimum 2 semaines avant l'expiration pour vérifier si le dossier a été mis à jour, et s'il y a eu des questions / réponses qui n'auraient pas pu être envoyées du fait de l'anonymat. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, ou en cas de suppression de la dite adresse électronique. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le maître d'ouvrage des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6 - Présentation des candidatures et des offres

Le maître d'ouvrage applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

L'attestation de visite des lieux signé par le représentant de la mairie (l'absence de ce document est éliminatoire)

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

| Libellés  | Signature |
|---|-----------|
| Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas D'interdiction de soumissionner | Non       |

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

| Libellés  | Niveau | Signature |
|---|--------|-----------|
| Déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles |        | Non       |

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

| Libellés   | Niveau | Signature |
|--|--------|-----------|
| Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des Trois dernières années  |        | Non       |
| Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du Destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat |        | Non       |
| Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des Responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat        |        | Non       |

L'équipe de maîtrise d'œuvre devra **OBLIGATOIREMENT** comprendre les spécialistes de la construction ci-dessous :

- **BET STRUCTURE ET FLUIDE,**

- **ARCHITECTE DPLG / HMPNOP,**

- **BET OPC**

**Une représentation locale du groupement est également EXIGEE.**

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par [le pouvoir adjudicateur](#). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

| Libellés  | Signature |
|---|-----------|
| L'acte d'engagement (AE) et ses annexes   | Non       |
| La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)  | Non       |
| Le mémoire technique des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat <b>ainsi que tous éléments permettant d'apprécier les critères de la Valeur technique</b> | Non       |
| Le calendrier prévisionnel de réalisation des missions  | Non       |

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitante est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur [du pouvoir adjudicateur](#), à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-securises.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis [au pouvoir adjudicateur](#).

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui d'East Africa Time Indian/Mayotte (GTM+3.00). Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

[Commande Publique de la commune](#)

RUE JULES FERRY  
97630 ACOUA



Conformément aux articles 2 et 3 de l'Arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde pris en référence de l'annexe 6 du Code de la commande publique, le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention « copie de sauvegarde ».

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- 1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- 2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

Lorsque la copie de sauvegarde est ouverte, elle est conservée conformément aux articles R. 2184-12, R.2184-13, et R. 2384-5 du code de la commande publique.

Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte ou a été écartée pour le motif prévu au III de l'article 2 du présent arrêté, elle est détruite.

**Formats** Pour les documents exigés par l'Acheteur, les formats autorisés en réponse sont : PDF à l'exclusion des DPGF qui doivent être retournés en format XLS (Excel). Si l'opérateur économique souhaite transmettre des documents supplémentaires autres que ceux exigés par l'Acheteur alors il lui appartient de transmettre ces documents dans des formats réputés « largement disponibles » (ex. : Word, PowerPoint, JPG, AVI ...).

Virus Il est ici rappelé, qu'il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Le maître d'ouvrage recommande toutefois aux candidats de signer leur offre de façon électronique.

Si le candidat dispose d'une signature électronique après attribution, il sera invité à signer son acte d'engagement et à le transmettre par voie électronique au Département.

Si le candidat ne dispose pas d'une signature électronique, l'offre électronique retenue sera matérialisée, pour donner lieu à la signature manuscrite [du marché](#) par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Structure de l'enveloppe électronique et fichiers à insérer.

Il est conseillé de numéroté les fichiers par ordre logique de présentation et en utilisant systématiquement deux chiffres (ex. : 01, 02, 03 ...). Les fichiers sont à insérer dans la structure d'enveloppe telle que prévue par l'Acheteur.

Lors du dépôt par voie électronique une assistance téléphonique peut être obtenue au 04 92 90 93 20 (dans le respect des heures d'accessibilité de la hotline).

## **7.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

## 8 - Examen des candidatures et des offres

### 8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, [le maître d'ouvrage](#) peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de [5 jours](#).

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

#### Exclusion à l'appréciation de l'acheteur

Conformément aux dispositions de l'article L.2141-7 du Code de la Commande publique, le Département pourra exclure de la procédure de passation du marché les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de la commande publique.

Il sera fait application de la procédure de l'article L.2141-11 du Code de la Commande Publique.

### 8.2 - Attribution des [marchés](#)

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues [aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique](#) et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

| Critères  | Pondération |
|---|-------------|
| 1-Prix des prestations                                | 50 %        |
| 2-Valeur technique                                    | 35 %        |
| 2.1- Composition de l'équipe de maîtrise d'œuvre      | 15 %        |
| 2.2- Références sur les projets similaires            | 10 %        |
| 2.3- Organisation et procédure de travail             | 10 %        |
| 3-Calendrier prévisionnel de réalisation des missions | 10 %        |
| 4-Attestation de visite du site                       | 5 %         |

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### 8.3 - Suite à donner à la consultation

L'attribution du marché de maîtrise d'œuvre est prononcée par la commission d'appel d'offres.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations [des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique](#). Le délai imparti par [le maître d'ouvrage](#) pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à [10 jours](#).

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

## 9 - Récompenses

A l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats admis à remettre des prestations et non retenus.

## 10 - Renseignements complémentaires

### 10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur [du pouvoir adjudicateur](#), dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard [10 jours](#) avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, [6 jours](#) au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### 10.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Mayotte  
Les Hauts du Jardin du Collège  
97600 MAMOUDZOU

Tél : 02 69 61 18 56  
Télécopie : 02 69 61 18 62  
Courriel : [greffe.ta-mayotte@juradm.fr](mailto:greffe.ta-mayotte@juradm.fr)  
Adresse internet(U.R.L) : <http://mayotte.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : [Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative \(CJA\)](#), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. [Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA](#), et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Mayotte  
Les Hauts du Jardin du Collège  
97600 MAMOUDZOU

Tél : 02 69 61 18 56  
Télécopie : 02 69 61 18 62  
Courriel : [greffe.ta-mayotte@juradm.fr](mailto:greffe.ta-mayotte@juradm.fr)  
Adresse internet(U.R.L) : <http://mayotte.tribunal-administratif.fr/>